AGRICULTURES ET JARDINAGES URBAINS : QUELLES CONTRIBUTIONS À LA VILLE DURABLE EN EUROPE ?

par Christine **Aubry**[1]

Les agricultures urbaines[2] en Europe sont aujourd'hui en forte évolution dans leurs formes (au champ, hors sol, professionnelles axées sur la vente des produits et/ou des services, non professionnelles, etc.) mais aussi dans leurs fonctions vis-à-vis de la ville durable. Sans prétendre ici à l'exhaustivité, on traitera de leur contribution à l'alimentation urbaine, et de certaines fonctions environnementales, ainsi que des politiques urbaines tendant à soutenir ces fonctions. Dans les exemples pris, nous considérerons des formes périurbaines professionnelles d'agriculture, des formes intraurbaines en émergence et les formes non professionnelles que sont les jardins associatifs urbains ou périurbains. De nombreuses questions restent posées qui impliquent des recherches accrues.

Les façons dont les agricultures urbaines participent à *l'approvisionnement alimentaire des villes, de façon globale ou axées sur certaines populations et/ou certaines productions* font l'objet de recherches croissantes. Ces fonctions peuvent être plus ou moins explicites : ainsi en Ile-de-France (Toulallan, 2012), les exploitations céréalières, dont à peine 18 à 20% de la production de blé panifiable satisferait la totalité des besoins franciliens, ne contribuent qu'à peine à la moitié de l'approvisionnement quantitatif global en farine de la région, du fait d'un jeu d'import-export où la traçabilité de la matière première n'a pas été jusqu'ici un critère majeur (figure). *A contrario* en maraîchage ou arboriculture, plus de 2/3 des productions sont commercialisées en circuits courts, mais elles ne contribuent qu'à une faible partie des besoins franciliens[3].

Une situation que la diminution chronique des exploitations spécialisées, dont les terres vont aujourd'hui plus à l'agrandissement des exploitations de grande culture que directement à l'urbanisation, aggrave : il « suffirait » pourtant (X. Guiomar, communication personnelle) de transformer moins de 3% de la SAU francilienne en vergers pour assurer l'autonomie de la région en pommes, mais aucune politique publique ne va aujourd'hui de manière claire vers un tel objectif. Les projets émergents de maraîchage intra-urbain (y compris sous forme de serres hydroponiques, potentiellement très productives) s'appuient de fait sur ce « gap » entre offre locale (insuffisante) et demande (explosive) en produits locaux pour proposer des formes de circuits ultra-courts (figure), sans prétendre s'adresser à l'ensemble des consommateurs, mais plutôt en constituant des clientèles très locales sur des systèmes de paniers le plus souvent (Daniel *et al.*, 2013).

Les jardins associatifs eux, expriment des rôles alimentaires variés et que l'on (re)découvre, des recherches portant aujourd'hui sur la contribution de ces jardins à l'alimentation des jardiniers. Celle–ci est sans surprise quantitativement variable (figure) mais peut être tout à fait importante pour des surfaces de parcelles limitées (Pourias, 2014). Ces jardins représentent aussi une possibilité d'accès à certaines productions trop chères (petits fruits rouges) ou de qualité insatisfaisante (dont des produits «

[1] INRA UMR SADAPT, Equipe agricultures urbaines 16 rue Claude Bernard 75231 Paris Cedex 05

[2] Ici entendue selon Moustier et M'baye comme « *l'agriculture localisée dans ou à la périphérie de la ville, dont les produits sont majoritairement destinés à la ville et pour lesquelles il existe une alternative entre usage agricole et non agricole des ressources, (débouchant) sur des concurrences mais aussi des complémentarités* ».

[3] Ou à une part inconnue dans le cas de productions théoriquement excédentaires comme la salade, du fait là encore d'une faible traçabilité des produits. Le traçage d'une origine francilienne est maintenant fortement soutenu par le CERVIA à partir d'une marque « Saveurs d'Ile-de-France » - j'essaierai d'apporter de la bière ainsi marquée !!

Copyright – Académie d'Agriculture de France, 2014.

exotiques ») dans le marché classique : au-delà, leur intérêt nutritionnel, largement instruit outre Atlantique (Alaimo *et al.*, 2008 ; Litt *et al.*, 2011) commence à faire l'objet de recherches ciblées sur les populations vulnérables en France dans le cadre notamment du projet ANR JASSUR[3]. A travers un projet européen (COST Urban Allotment Gardens) sont compilées ou produites des informations sur ces rôles, alimentaires et autres, des jardins associatifs. Nos collègues des pays en crise d'Europe du Sud montrent comment de manière souvent spontanée (Grèce) ou plus dirigée (Portugal), ces jardins se constituent et sont appuyés, pour des raisons alimentaires et sociales, par des politiques urbaines parfois très volontaristes (Lisbonne)[4]. En France, plusieurs villes (Paris, Nantes, Lyon, Marseille..) proclament leur « politique jardin » visant à favoriser l'installation de jardins à vocation nourricière[5] complémentaires de l'agriculture périurbaine.

La contribution des différentes formes d'agriculture urbaine à l'alimentation des villes fait depuis quelques années l'objet de la multiplication des « Food Policy Councils » (figure) au Canada et aux USA (Mansfield et Mendes, 2012 ; Nasr *et al.*, 2010). En Europe, des mouvements similaires voient le jour, comme à Almere (banlieue d'Amsterdam) qui planifie le développement d'agriculture dans et aux portes de la ville pour fournir au moins 10% de sa consommation annuelle (figure). Bristol (UK) est la première ville européenne à avoir un « vrai » Food Policy Council, mais d'autres villes (dont Londres) s'essaient à des formes de planification de l'approvisionnement de proximité (Morgan, 2013).

C'est aussi à travers certaines *fonctions environnementales* que les différentes formes d'agriculture urbaine peuvent contribuer à la durabilité des villes. La contribution à la biodiversité commence à être quantifiée, pour ce qui est de la biodiversité cultivée, pour le maraîchage périurbain en circuits courts dans des régions françaises différentes (de 30 à 130 espèces cultivées sur des surfaces inférieures à 10 ha (Navarette, 2009 ; Pourias, 2010) et pour les jardins associatifs (Pourias *et al.*, 2012). Des réflexions sont en cours pour insérer ces jardins associatifs dans les trames vertes. En région parisienne, certaines communes ont déjà franchi le pas en lien avec l'Agence des Espaces verts, comme Houilles au Nord Ouest de Paris[6].

La valorisation agricole des déchets urbains, informelle et courante dans les pays du sud, peut être une autre de ces fonctions environnementales en Europe, alors que ces déchets augmentent et que des politiques européennes prônent de recycler au maximum les fractions organiques de ces déchets. L'agriculture périurbaine professionnelle y participe déjà à travers notamment les épandages agricoles de boues de stations d'épuration, quoique de façon très variable et souvent polémiques (Joncoux, 2013). Des formes innovantes d'agriculture intra-urbaine se proposent de fonder des systèmes techniques sur ce recyclage de proximité (figure, U-farm et T4P), qui s'avère prometteur même si de nombreuses recherches sont encore requises pour les consolider.

D'autres fonctions environnementales sont mises en avant par des porteurs de projets d'agriculture urbaine innovante, notamment sur le bâti dont la régulation thermique ou la réduction des îlots de chaleur urbains, déjà controversés sur les toitures végétalisées et de fait encore très mal établis sur des formes productives de telles toitures. La lutte contre les inondations par l'augmentation des

[3] « Jardins associatifs urbains et ville durables: pratiques fonctions et risques » projet ANR (2013-2016) regroupant 12 laboratoires et partenaires et 7 villes françaises. C Schwartz (INRA Nancy) et JN Consalès (UMR Telemme Marseille) en sont les coordinateurs.

[4] On est toutefois encore loin du rôle quantitatif majeur des jardins collectifs russes à l'approvisionnement urbain en certains produits, dont les pommes de terre (Marloie et Boukhareva, 2014, sous presse)

[5] Avec quelques fortes expressions politiques « je veux faire de Paris la métropole du « consommer local » une part importante des 100.000 m² de toitures végétalisées seront accessibles en jardins partagés » Anne Hidalgo, Maire de Paris lors de la campagne de 2014.

[6] Création de 20 jardins familiaux et d'un arboretum dans une action de « poumon vert » soutenue par l'Agence des espaces verts d'Ile-de-France.

Copyright – Académie d'Agriculture de France, 2014.

capacités d'absorption de l'eau grâce aux toits productifs est aussi fréquemment mise en avant, sans beaucoup de quantification sérieuses, ce qui n'empêche pas la ville de New-York de consacrer 1,5 millions de dollars annuels à la subvention directe de fermes urbaines sur les toits (figure) au nom du service de « rain captation ». L'Europe n'a pas (encore) suivi.

Nombre de ces fonctions des formes diverses d'agriculture urbaine nécessitent ainsi d'être établies, quantifiées, comparées et ce afin de mieux instruire leurs prises en compte dans les politiques publiques visant à des villes plus durables. Un point paraît fondamental en Europe et notamment en France : il ne s'agit pas d'opposer aujourd'hui de façon polémique les différentes formes d'agriculture urbaine, périurbaine, intra urbaine, professionnelle ou non, mais plutôt d'étudier leurs complémentarités, concurrences, substitutions possibles ou non (et souhaitables ou non !) dans ces diverses fonctions.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

(1) Alaimo, K., Packnett, E., Miles, R. A., & Kruger, D. J. (2008). Fruit and vegetable intake among urban community gardeners. *Journal of Nutrition Education and Behavior, 40(*2), 94–101.doi:10.1016/j.jneb.2006.12.003.

(2) Boukharaeva L, Marloie M. 2014 (under press). *Family Urban Agriculture in Russia: Lessons and Prospects.* Book series Urban Agriculture, C.Aubry, J Nasr, E Duchemin Ed., 192 p.

(3) Daniel AC., 2013. *Aperçu de l'agriculture urbaine, en Europe et en Amérique du nord.* Rapport de Recherche Chaire Ecoconception des espaces bâtis, 68p + annexes.

(4) Joncoux, S, 2013. *Les Produits Résiduaires Organiques » pour une intensification écologique de l'agriculture : ressources, déchets ou produits. Sociologie des formats de valorisation agricole.* Thèse de Doctorat, Université Toulouse le Mirail, 377 p + annexes.

(5) Litt J.S., Soobader M.J., Turbin M.S, Hale J.W, Buchenau M.et Marshall J.A. (2011). The Influence of Social

(6) Involvement, Neighborhood Aesthetics, and Community Garden Participation on Fruit and Vegetable Consumption. *Am J Public Health 101 (8).*

(7) Mansfield B, Mendes W., 2012. Municipal Food Strategies and Integrated Approaches to Urban Agriculture: Exploring Three Cases from the Global North. *International Planning studies,*DOI:10.1080/13563475.2013.750942.

(8) Morgan K, 2013. Nourishing the City: the urban food question. Communication at the Glasgow Centre for Population health, 29 April 2014.

(9) Nasr J., McRae et al, 2010. "Scaling up Urban Agriculture in Toronto: Building the Infrastructure "

(10) Navarrete M. (2009) How do Farming Systems Cope with Marketing Channel Requirements in Organic Horticulture ? The Case of Market-Gardening in Southeastern France. Journal of Sustainable Agriculture 33: 552-565.

(11) Pourias, J., Daniel, A. C., & Aubry, C. (2012). Terroirs urbains ? La fonction alimentaire des jardins associatifs urbains en question. *POUR,* (215/216 « Alimentation et Territoires »).

(12) Pourias J., 2010. Approche par la gestion technique des liens entre système de culture et système de vente : exemple des exploitations maraichères dans la plaine de Versailles. Mémoire de fin d'études présenté pour l'obtention du diplôme d'ingénieur en horticulture, spécialisation Production végétale durable (Agro Campus Ouest ; Sup Agro Montpellier).

(13) Toulallan M, 2012. Les enjeux de l'approvisionnement alimentaire de la région ile-de France, rapport du conseil économique et social régional (CESR) au nom de la Commission de l'agriculture, de l'environnement et de la ruralité , 138 p.

Copyright – Académie d'Agriculture de France, 2014.